

## Déclaration d'Unifor sur le Partenariat transpacifique

Le 23 janvier 2018

Des rapports ont fait état aujourd'hui que le Canada aurait accepté les modalités d'un accord révisé du Partenariat transpacifique. Bien qu'il y ait peu de détails, cette nouvelle est très préoccupante et Unifor s'y oppose fermement.

La critique d'Unifor à l'égard du PTP a été inébranlable. Le pacte initial, signé en février 2016, présentait de sérieuses lacunes. Le Canada avait fait d'importantes concessions qui auraient nui aux secteurs de l'automobile et laitiers de notre pays, à notre secteur culturel, à l'accès à des médicaments abordables, et bien d'autres préoccupations importantes avaient été soulevées dans d'autres domaines.

Le PTP, comme d'autres accords de soi-disant « libre échange », portait peu d'attention aux enjeux plus larges liés au développement social et économique. Il manquait de répondre de manière significative aux conséquences négatives d'une plus grande libéralisation du commerce et des investissements, dont la hausse des inégalités, la durabilité de l'environnement, la délocalisation des emplois et la baisse des normes du travail. En fait, le libellé du chapitre de l'entente initiale du PTP sur le travail était si faible qu'il aurait été totalement inapplicable pour protéger et améliorer les droits des travailleuses et travailleurs.

À notre avis, le PTP représentait le pire de ce que peuvent offrir les accords commerciaux, notamment en ce qui a trait aux privilèges extraordinaires accordés aux investisseurs, leur permettant de recourir à des tribunaux privés pour poursuivre les gouvernements (pour des sommes d'argent illimitées) lorsque des règles et pratiques limitaient les profits.

Le fait de rompre avec le PTP aurait pu signaler la volonté de définir une nouvelle direction à la gestion du commerce et des investissements mondiaux, une orientation visant à répondre aux besoins des gens. Le Canada a plutôt choisi de participer à la relance du PTP en dépit de l'annonce du retrait des États-Unis. Aucune assurance n'a été émise quant à un processus de consultation et de collaboration étroite. En fait, les tractations des derniers mois se sont enlisées dans le secret.

Pas plus tard qu'hier (le 22 janvier), le président national d'Unifor Jerry Dias a rencontré le ministre international du Commerce, François-Philippe Champagne, pour discuter des préoccupations du syndicat à l'égard de l'entente du PTP. Il n'y avait aucune indication de la part du Ministre, à ce moment-là, qu'une entente finale était imminente.

Le PTP ne ressemble en rien à un accord progressiste, en dépit d'une tentative cynique de modifier le titre officiel de l'accord pour *Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste*, autrement dit une gifle au visage des militantes et militants des syndicats et de la société civile partout dans le monde qui ont consacré des dizaines d'années à mettre de l'avant un modèle alternatif, plus humain, pour un commerce et un développement international véritablement progressistes.

Non seulement le PTP échoue-t-il à faire avancer les valeurs progressistes, mais il nous mène en plus dans la mauvaise direction.

Unifor va s'opposer de manière active et agressive à la ratification de cet accord.

DH/ja:cope343